

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N° 189 du lundi 13 septembre 2021 - Prix : 3000 GNF - Zone CFA : 500

Transition politique en Guinée
Des concertations nationales annoncées par le CNRD P.2



Vie politique
Sidya Touré de l'UFR trouve le bilan d'Alpha médiocre dans tous les domaines P.4



Soutien au CNRD
Philan Traoré balaie les accusations portées contre lui P.6



P.5 La Guinée suspendue par la CEDEAO et l'UA
Ce qu'en pense Faya Millimouno du Bloc libéral

Coup d'Etat en Guinée
Les Etats-Unis s'alignent sur la position de la Cedeao P.1

Secrétariat général de l'Assemblée nationale dissoute
Mohamed Béréte revient sur sa rencontre avec le CNRD P.2

Putsch en Guinée

P.3

Aliou Condé s'exprime sur la libération des détenus, les locaux de l'UFDG et le délai de la transition



Edito à vue d'Aigle

P.2

Non, non, non aux opportunistes !

Le 5 septembre dernier, le Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD), à sa tête le colonel Mamady Doumbouya, a donné le coup de grâce au régime du professeur Alpha Condé. Un événement qui, de l'avis de nombreux observateurs, était prévisible au regard de la situation sociopolitique qui prévaut dans le pays depuis la modification très controversée de la constitution de 2010 et l'organisation des législatives et de la présidentielle dans un climat de tensions et de violences sans précédent. Et comme il fallait s'y attendre, dans les fiefs de l'opposition notamment, la chute d'Alpha Condé a été fêtée.

Edito à vue d'Aigle



Non, non, non aux opportunistes !

Le 5 septembre dernier, le Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD), à sa tête le colonel Mamady Doumbouya, a donné le coup de grâce au régime du professeur Alpha Condé. Un événement qui, de l'avis de nombreux observateurs, était prévisible au regard de la situation sociopolitique qui prévaut dans le pays depuis la modification très controversée de la constitution de 2010 et l'organisation des législatives et de la présidentielle dans un climat de tensions et de violences sans précédent. Et comme il fallait s'y attendre, dans les fiefs de l'opposition notamment, la chute d'Alpha Condé a été fêtée.

Le lundi 6 septembre, au lendemain de sa prise du pouvoir, le colonel Mamady Doumbouya, le nouvel homme fort du pays, a rencontré au chapiteau du Palais du peuple, les présidents des institutions républicaines et les anciens ministres du désormais ex-président Alpha Condé.

A la surprise générale, l'on a aperçu à cette occasion des banderoles et des affiches confectionnées en moins de 24 heures par des soi-disant mouvements de soutien aux nouvelles autorités. Il nous paraît donc très important de conseiller au colonel Doumbouya et ses camarades du CNRD de garder à bonne distance ces bandes d'opportunistes sans vergogne qui peuplent aujourd'hui les partis politiques, les plateformes de la société civile et les organisations de jeunes et de femmes. En 2009, l'on s'en souvient, ce sont les mêmes opportunistes qui ont pris sur eux la lourde responsabilité d'induire en erreur le pauvre Moussa Dadis Camara. Des mouvements du genre "Dadis doit rester" ont été créés pour nous conduire tout droit aux massacres du 28 septembre 2009. En 2020, ils sont revenus à la charge et ont réussi à mettre le professeur Alpha Condé sur une pente glissante, celle menant à la modification constitutionnelle pour s'offrir in fine un troisième mandat. Mais comme on le sait, l'habitude est une seconde nature. Il n'aura fallu que quelques heures à ces combinards, ces opportunistes, ces pêcheurs en eaux troubles, ces démagogues sans conviction pour retourner leurs vestes et se faire passer, perfidement, pour des soutiens inconditionnels et désintéressés des nouveaux maîtres du pays. Pour réussir sa noble mission de rassemblement des Guinéens, le CNRD aura grand intérêt à fermer, à double tour, la porte à ces individus à la moralité douteuse. Le samedi 11 septembre, les nouvelles autorités ont finalement pris la bonne décision d'interdire les mouvements de soutien qui avaient commencé à se créer aussi bien à Conakry que dans certaines villes de l'intérieur. Le CNRD se doit donc de tirer sereinement les leçons de la parenthèse CNDD. Un homme averti en vaut deux, dit-on.

Kèfina Diakité

Transition politique en Guinée Des concertations nationales annoncées par le CNRD

Le samedi 11 septembre 2021, dans une série de communiqués lus à la télévision nationale, le Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD) a annoncé des concertations nationales à partir du mardi 14 septembre.



Dans le cadre des concertations nationales et si l'on s'en tient aux communiqués lus à la télévision nationale, le mardi 14 septembre, le colonel Mamady Doumbouya, président du CNRD, rencontrera les leaders des partis politiques de 10h à 12h, 5 représentants de chacune des 4 coordinations régionales de 13 h à 15h et des chefs des différentes confessions

religieuses de 16h à 18h. Le mercredi 15 septembre, ce sera au tour des présidents des organisations de la société civile de rencontrer le nouvel homme fort du pays de 10h à 12h. Ils seront suivis des représentations des missions diplomatiques de 13h à 15h et des représentations des associations des Guinéens de l'Etranger de 16h à 18h. Le président CNRD rencontrera le

jeudi 16 septembre les patrons des différentes sociétés minières implantées en Guinée, de 10 à 12h, les présidents des différentes organisations patronales de 13h à 15h. La journée du vendredi 17 septembre sera consacrée à la rencontre avec les banques primaires et des structures de micro finance, de 10 heures à 12h, et avec les représentants des différentes centrales syndicales de 13h à 15h. Dans le communiqué numéro 16, la population a été informée de la mise à disposition du numéro 100, pour tout signalement d'abus des forces de défense et de sécurité. Un numéro qui est valable pour tous les opérateurs de téléphonie en Guinée. Le CNRD a par ailleurs réitéré l'interdiction des mouvements de soutien. « Le président interdit toutes manifestations de soutien de quelle que nature que ce soit », indique-t-on dans un autre communiqué.

Tidiane Diallo

Coup d'Etat du 5 Septembre 2021 L'Union africaine suspend la Guinée et exige la libération d'Alpha Condé

L'Union africaine (UA) a annoncé vendredi 10 septembre la suspension de la Guinée de toutes ses «activités et organes de décision», après le coup d'État mené dimanche par des militaires dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

«Le Conseil de Paix et de Sécurité (...) décide de suspendre la République de Guinée de toutes les activités/organes de décision de l'UA», a annoncé sur son compte Twitter cet organe en charge des conflits et questions de sécurité au sein de l'Union africaine, deux jours après une décision similaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). L'organisation panafricaine, basée dans la capitale éthiopienne Addis Abeba, demande également au Conseil de sécurité de l'ONU «d'approuver le communiqué final de la Cédéao», qu'elle soutient.



La libération du président Alpha Condé exigée

Mercredi, la Cédéao avait annoncé la suspension de la Guinée et l'envoi d'une mission diplomatique dans le pays, mais n'avait prononcé aucune sanction économique. Cette mission, composée des ministres des Affaires étrangères de quatre pays et du président

de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou, est arrivée vendredi en début d'après-midi dans la capitale guinéenne Conakry. La Cédéao avait également «exigé le respect de l'intégrité physique» et la «libération immédiate» du président Alpha Condé, capturé par les putschistes dimanche. Les forces spéciales guinéennes conduites par leur commandant, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, ont annoncé dimanche avoir capturé le chef

de l'État pour mettre fin à «la gabegie financière, la pauvreté et la corruption endémique» ou encore «l'instrumentalisation de la justice (et) le piétinement des droits des citoyens». Elles ont dissous le gouvernement et les institutions et aboli la Constitution qu'avait fait adopter Alpha Condé en 2020 et dont il s'était servi pour briguer la même année un troisième mandat, malgré des mois de contestation meurtrières.

AFP

Putsch en Guinée

Aliou Condé s'exprime sur la libération des détenus, les locaux de l'UFDG et le délai de la transition

Quelques jours après le renversement du pouvoir d'Alpha Condé par le commandant des forces spéciales, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, le secrétaire général de l'UFDG, Aliou Condé, s'est exprimé très tôt le 7 septembre 2021 sur la nouvelle donne politique en Guinée. Dans cet entretien accordé à l'AigleInfos, le vice-président, Aliou Condé, a évoqué la libération des locaux de l'UFDG et des détenus politiques, le démantèlement des PA ou encore le délai de la transition.

L'AigleInfos: Quelle est votre réaction après la libération des locaux du siège et du QG de votre parti, l'UFDG ?

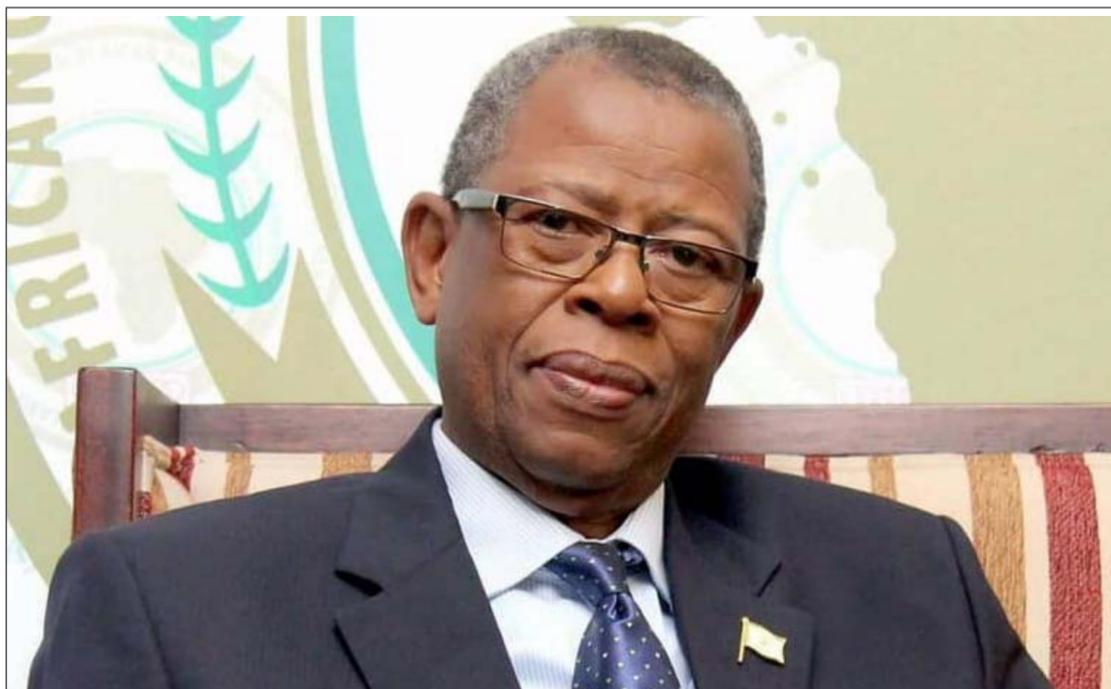
Aliou Condé: On ne peut dire que justice nous a été rendue parce que c'était un déni de droit qu'on ferme les locaux d'un parti politique. Ça veut dire seulement qu'on voulait nous interdire d'exercer nos droits de parti politique parce que c'est le lieu où les militants se rencontrent, on passe les différents messages, toute l'animation politique se fait au siège. Donc, c'était un symbole très fort du parti qui avait été cadenassé. On nous a restitué les lieux. C'est l'une bonne chose. J'étais personnellement là-bas hier, pour passer en revue ce qui y était. Et donc quand la première équipe de policiers a quitté, j'étais présent quand ils ont donné au revoir. Après, je me suis rendu au bureau, alors là vraiment la catastrophe était visible car ça a été un saccage systématique des bureaux, du matériel surtout qui est pratiquement disparu. Tout ce qui n'a pas été enlevé a été saccagé, des climatiseurs par terre, dépouillés complètement sur les bureaux de la cellule de communication qui étaient très bien équipés. Bref, il y a beaucoup de travail à faire, donc on a du pain sur la planche. On avait profité pour prendre un huissier quand même qui était venu pour faire l'état des lieux pour qu'on ne pense pas que nous sommes en train, en tant que politiciens, de raconter des histoires. Il y a des preuves visuelles et il y aura vraiment le rapport.

Avez-vous évalué les pertes subies ?

Non, vous savez qu'on n'est pas à ce point mais il n'y a plus de matériel ; celui électronique, avec lequel on travaillait surtout à la cellule de communication, qui était très bien montée tant en caméras, ordinateurs, photocopieuse et tout mais il n'y a plus rien, tout est vide.

Que dites-vous de la suppression des PA ?

La Guinée revient petit à petit dans le cadre d'un État de droit, bien qu'on en est loin encore puisqu'on n'a pas encore les institutions qu'il faut



mais on est en train de rendre à certains citoyens privés de leur dignité leur droit d'exercer. Donc c'est comme si c'était des territoires récupérés où vraiment les droits des uns et des autres étaient piétinés. Je pense que c'est déjà un premier pas qui va mener à l'apaisement.

On s'achemine vers la libération des détenus politiques, un mot ?

C'est ce que j'ai dit, les premiers pas posés par le Comité national du rassemblement et du développement (CNRD), je pense que c'est une très bonne chose, c'est encourageant. Il faut montrer d'abord que nous sommes une Guinée, nous sommes unis et que nous sommes tous les mêmes et que nous avons les mêmes droits. Mais c'est ce qui était dénié aux sympathisants, militants et responsables de l'UFDG. On nous avait dénié le droit de voyager, de nous rassembler, d'exprimer nos opinions car si vous le faites, vous vous retrouvez à Corinthe. C'est comme si nos lois n'existaient pas puisque déjà elles étaient foulées au pied et aujourd'hui, petit à petit les choses reviennent à la normale et on a un long chemin à parcourir pour arriver à la réconciliation nationale et à la mise en place d'institutions républicaines fortes qui permettent vraiment de gérer le pays dans la paix pour qu'on puisse aller finalement dans le développement et finir avec la

misère endémique dans un pays potentiellement riche.

La junte n'a jusque-là pas parlé du délai de la transition. Qu'en dites-vous ?

Je pense que c'est tôt de parler d'un délai de la transition.

Sinon, j'ai apprécié qu'ils disent que la classe politique et la société civile vont être incessamment appelées pour se mettre autour de la table pour essayer de plancher sur la problématique de la transition. Et c'est à partir de

là que les délais certainement vont être fixés. On va voir l'ampleur du travail et qu'est-ce qu'il faut pour revenir à la normale. Je crois qu'à partir du moment où tout le monde est animé de la bonne intention, tout le monde veut que le pays se redresse le plus rapidement possible et qu'on quitte le dernier rang du développement humain dans le monde, je pense que nous devons faire vite pour que les institutions puissent remplacer la junte rapidement et qu'on dresse vraiment au sérieux parce que comme vous le savez, avec cette situation, la communauté internationale comme d'habitude va essayer de prendre des mesures restrictives à l'endroit de la junte. Donc tout cela aussi ne sera pas là pour aider le développement du pays. Merci à vous !

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

Renversement du régime Condé par le CNRD

Les jeunes du RPG appellent au calme !

A la suite de leurs aînés, les jeunes du RPG Arc-en-ciel, le désormais ancien parti présidentiel ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils lancent un appel au calme et à la retenue à tous les militants, sympathisants et alliés, à s'abstenir des commentaires tendancieux.

Décidément, l'heure est aux réactions et aux prises de position suite au coup d'Etat réussi contre le régime d'Alpha Condé, l'homme qui a présidé aux destinées de la Guinée de 2010 à 2021. A la suite de leurs aînés, les jeunes du RPG Arc-en-ciel, le désormais ancien parti présidentiel ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils lancent un appel au calme et à la retenue à tous les militants, sympathisants et alliés, à s'abstenir des commentaires tendancieux. « La jeunesse du parti est fière des jalons du développement posés par le professeur Alpha Condé. C'est pourquoi, d'ailleurs nous demandons aux nouvelles autorités de bien vouloir continuer ses œuvres salvatrices en faveur d'un développement durable de la Guinée si chère au professeur Alpha Condé...La jeunesse invite les militants, les sympathisants du parti à renforcer davantage la cohésion



qui a toujours existé entre nous. Nous devons demeurer sereins, confiants et vigilants, comme nous l'a toujours appris le professeur Alpha Condé., peut-on lire dans la déclaration des jeunes du RPG Arc-en-ciel qui, dans les jours à venir, annoncent de larges concertations avec toutes les structures et les partis alliés pour les dispositions futures à prendre. Ils ont par ailleurs formulé une doléance

majeure et un plaidoyer en faveur de la sauvegarde de l'intégrité physique du président Alpha Condé, un traitement digne de son rang et sa libération. Parlant du président renversé suite à un coup d'Etat, ils diront ceci : « il reste un symbole pour nous, pour le peuple de Guinée et pour l'Afrique tout entière. ».

Kéfina Diakité

Vie politique

Sidya Touré de l'UFR trouve le bilan d'Alpha médiocre dans tous les domaines

Dès son retour d'Abidjan après un long séjour, Sidya Touré, le président de l'UFR, a confié le samedi dernier, à la presse, qu'il trouve le bilan d'Alpha Condé médiocre dans tous les domaines.



C'est son domicile privé à la Minière qui a servi de cadre à la rencontre que le président de l'Union des Forces

Républicaines (UFR), Sidya Touré, a eue avec la presse. Une occasion qu'il a mise à profit pour accabler le régime

qui vient d'être renversé par le CNRD dirigé par le colonel Mamady Doumbouya. Selon lui, les 11 années de

présidence d'Alpha Condé auront été une décennie perdue pour la Guinée. A ses yeux, le président déchu n'aura fait qu'instaurer la mauvaise gouvernance durant ses mandats. « Depuis le 5 septembre 2021, la Guinée est encore face à son destin, à la suite du renversement du régime en place par un groupe de militaires. Tout républicain et tout démocrate ne peut que regretter que cela se soit passé ainsi. Les événements du 5 septembre nous interpellent nous tous, acteurs politiques ou non, car l'avenir de notre pays, la Guinée, est en jeu. C'est un lieu commun que de dire que l'ancien régime, qui a instauré la mauvaise gouvernance, fait de la corruption et de la gabegie un mode de gestion, érige

l'exclusion en règle pour favoriser une caste de privilégiés, a créé les conditions de sa chute inexorable. En agissant ainsi, il a conduit le pays au bord du chaos et ce bilan médiocre, dans tous les domaines, parle de lui-même. Une décennie perdue... Les événements du 5 septembre 2021, en dehors des condamnations de principe, fort compréhensibles, interrogent nos pratiques dans le respect des lois qui nous régissent et dans l'inscription des droits humains au titre des normes sacrées. Ils nous interpellent sur nos relations entre nous et sur nos rapports avec les autres pays. », a indiqué le chef de file de l'UFR, la troisième force politique du pays.

Tidiane Diallo

Coup d'Etat en Guinée

Siaka Barry, un ancien ministre d'Alpha Condé, témoigne...

Le régime Condé a été emporté le dimanche 5 septembre suite à un coup d'Etat. Siaka Barry, ancien ministre de la Culture sous Alpha Condé a cru devoir témoigner.

« Ce vendredi est le premier que tu passeras loin de ton trône. En ces moments difficiles pour toi, reclus loin des lambris dorés du palais Sekoutoureyah, sache qu'un fils sincère pense à toi. Certes nos rapports à deux sont dignes d'un roman d'amour filial plein d'incompréhension, mais tu m'as toujours porté dans ton cœur. Tu m'as couvert d'affection, choyé et protégé face à ces loups de l'administration qui voulaient ma peau. Papa, tu m'as relevé à un moment où j'étais à terre, moi le pauvre fils d'un indigent, tu fis de moi un homme confiant en son avenir et résiliant face à l'adversité. Je me souviens qu'un jour, tu me fis parvenir un «cadeau exceptionnel» par l'entremise d'un de tes proches, et quand je t'ai appelé, tout étonné de la

valeur de ce don, pour savoir si les autres membres du gouvernement avaient reçu autant, tu me rétorquas avec ton habituel ton autoritaire «dis-donc toi tu n'es pas membre de mon gouvernement, tu es membre de ma famille...» Papa, les vautours voulant enclencher leur projet maléfique de 3e mandat, finiront par nous opposer et notre divorce politique interviendra brutalement le 23 août 2017 au moment où j'étais loin du pays. Puis ce fut entre nous, la brouille totale sur fond de manipulation de ton entourage hypocrite et démagogue. Cet entourage qui réussira à t'embarquer dans ce projet funeste pour la Guinée et suicidaire pour toi-même. Ce même entourage opportuniste qui t'a opposé aujourd'hui à un autre de tes fils



(Colonel Doumbouya) et qui t'abandonne ainsi à ton triste sort. Où sont-ils ces troubadours qui chantaient faussement tes louanges et juraient de mourir avec toi ? Je me souviens, l'an passé de ton coup de fil insistant, me demandant de te trouver de toute urgence à Sekoutoureyah. Ce jour-là, face à mon refus poli mais ferme de te rejoindre dans ton alliance, je compris que tu avais été profondément vexé.

Depuis lors, tu coupas tout le pont avec moi, même à travers les messages WhatsApp où tu avais l'habitude de m'envoyer des articles intéressants et souvent des blagues. Alors cher père ! Dans ces moments de solitude et d'épreuve pour toi, je viens très sincèrement te dire que ton fils te PARDONNE du plus profond de son cœur et te demande PARDON à son tour pour ses éventuels manquements dans la collaboration.

Au moment où beaucoup de tes affidés d'hier, retournent aujourd'hui leurs vestes, certains allant jusqu'à se réjouir de ton humiliation, moi ton fils incompris, je prie du fond de mon cœur, le Tout-Puissant Allah qu'il fortifie ta santé, qu'il veille sur toi partout où tu serais et qu'il ménage ton intégrité physique et morale dans cette difficile traversée et cela SANS RANCUNE AUCUNE ! BON VENDREDI À TOI PAPA, QUE DIEU VEILLE SUR TOI !!! », témoigne Siaka Barry.

Kèfina Diakitè

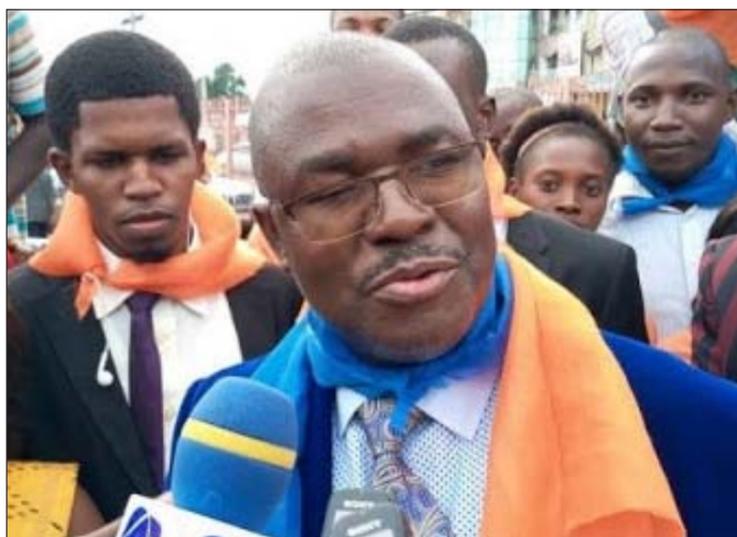
Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

La Guinée suspendue par la CEDEAO et l'UA Ce qu'en pense Faya Millimouno du Bloc libéral

Faya Millimouno, président du Bloc libéral, fait partie des leaders politiques guinéens qui ont réagi à la suspension de la Guinée par la CEDEAO et l'Union africaine, suite au coup d'Etat du 5 septembre 2021 qui a renversé le régime d'Alpha Condé.



« La suspension de la Guinée par la CEDEAO et l'Union Africaine, si ça peut se comprendre du point de vue des principes, ne se justifie pas, dans la mesure où les deux (2) organismes multilatéraux ont été complices de la crise. Toutes les institutions de la CEDEAO ont été sollicitées pour que le traité

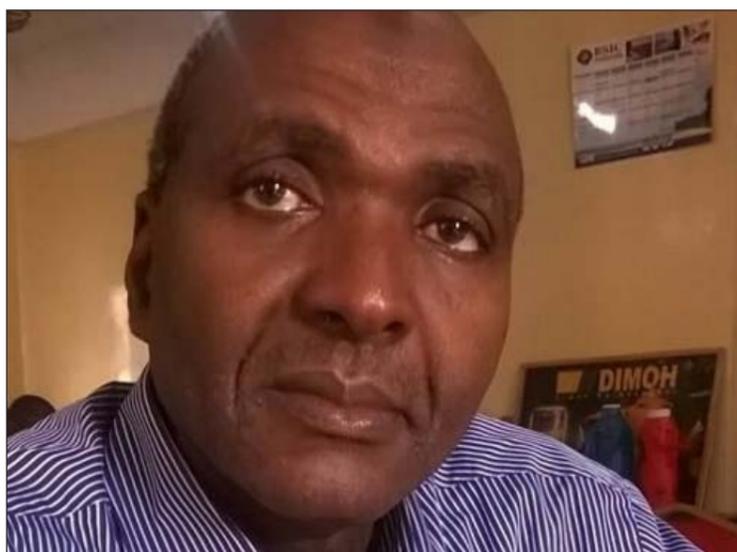
de la CEDEAO et les protocoles soient mis en branle, pour empêcher le changement constitutionnel en République de Guinée. Je me rappelle du voyage que nous avons fait à Abuja, c'était pour solliciter la cour de justice de la CEDEAO, qui a plutôt brillé par son absence. Et à l'occasion nous

avons rencontré la commission de la CEDEAO. Si certains leaders de la CEDEAO se sont battus pour empêcher la présidence à vie d'autres, ont choisi le silence. Et ce silence a été la cause de ce qui est arrivé en Guinée. Il en est de même pour l'Union Africaine. La même CEDEAO et la même Union Africaine vont célébrer l'arrivée du fils d'Idriss Deby et veulent donner les leçons de morale aux pays comme le Mali et la Guinée, dont les mouvements populaires ont été à l'origine des changements qui s'opèrent... Il faut que ces deux organismes très importants ne limitent pas leurs actions à venir au secours des chefs d'Etat, mais tiennent compte des aspirations des peuples, parce qu'il y a Union Africaine et CEDEAO qu'à travers la volonté du peuple. », a déclaré Faya Millimouno, le chef de file du Bloc libéral (BL).

Kèfina Diakité

Secrétariat général de l'Assemblée nationale dissoute Mohamed Béréte revient sur sa rencontre avec le CNRD

Le secrétaire général de l'assemblée nationale dissoute, Mohamed Béréte, est revenu sur sa rencontre avec les nouvelles autorités, à savoir le Comité national pour le rassemblement et le développement dirigé par le colonel Mamady Doumbouya.



Les secrétaires généraux des différents départements ministériels et des institutions républicaines ont été reçus le samedi dernier par les nouvelles autorités militaires au Palais du peuple de Conakry, siège du Comité National de Rassemblement et de Développement (CNRD). Mohamed Béréte est le

secrétaire général de l'Assemblée Nationale dissoute. Il a bien voulu se confier à la presse à sa sortie d'audience. « L'Assemblée nationale comprend huit grandes directions comportant plus de 600 travailleurs qui ont la qualité de fonctionnaires parlementaires. Il s'agissait de présenter l'organisation de cette

administration et ses responsabilités. Ils ont été éduqués et éclairés de l'existence de cette administration qui n'a rien à avoir avec les députés qui sont des locataires qui viennent et qui s'en vont à la fin de leur mandat. L'administration a un caractère permanent qui assure la continuité de l'institution quelles que soient les difficultés qui viennent, l'Assemblée nationale demeure. C'est le deuxième pouvoir de l'État, les fonctionnaires qui y sont, ont un certain nombre de spécificités par rapport aux missions constitutionnelles confiées aux députés. La suspension de l'Assemblée Nationale ne concerne que les députés... Nous sommes neutres, nous travaillons avec tous ceux qui ont la représentativité officielle de l'Etat. », a indiqué Mohamed Béréte, le secrétaire général du parlement dissous.

Tidiane Diallo

Alhousseyni Makanera Kaké, ancien ministre « Alpha Condé a posé des actes... »

Invité le vendredi 10 septembre dernier dans l'émission "Mirador" de FIM FM, Alhousseiny Makanera Kaké, ancien ministre de la Communication, a fait remarquer que le désormais ancien président Alpha Condé a posé des actes dont tous les Guinéens profitent aujourd'hui.



Suite au renversement du régime d'Alpha Condé, l'on continue d'enregistrer des réactions aussi bien de son camp politique que de la part de ses opposants. Invité le vendredi 10 septembre dernier dans l'émission "Mirador" de FIM FM, Alhousseiny Makanera Kaké, ancien ministre de la Communication, a fait remarquer que le désormais ancien président Alpha Condé a posé des actes dont tous les Guinéens profitent aujourd'hui. « Nous sommes fiers de lui. Le sort qu'il a subi aujourd'hui, il n'est pas le 1er. Les gens qui sont nos héros aujourd'hui ont subi ce qu'il a subi. Si on prend sur le plan de la religion, le Christ a été crucifié, le Prophète Mohamed (Paix et Salut sur Lui) a été chassé et lapidé, etc... Je condamne le coup d'Etat. Et je demande aux nouvelles autorités de garantir l'intégrité physique et morale du Professeur Alpha Condé qui a été légalement élu en république

de Guinée. Je suis convaincu aujourd'hui que nous n'avons aucune possibilité de le faire sortir de là où il est aujourd'hui et le remettre président de la République. Mais nous pouvons militer pour qu'il soit libre. Et même avant sa liberté, avoir la possibilité de rencontrer ses proches. Ce qui est clair, le président Alpha Condé est un Guinéen, il a été président, il a posé des actes dont tous les Guinéens profitent aujourd'hui en général. Et en particulier ceux de Conakry. », a déclaré Alhousseiny Makanera Kaké. Avant de soutenir que le coup d'Etat ayant renversé le régime Condé ne serait pas directement lié à l'affaire de 3è mandat. « Je suis convaincu que le professeur Alpha Condé s'est opposé à ce que la Guinée ne soit envahie par une structure qui voulait prendre les Guinéens et la Guinée en otage. », indique-t-il.

Tidiane Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Soutien au CNRD

Philan Traoré balaie les accusations portées contre lui

Accusé d'avoir célébré, sur le capot d'une voiture, la prise du pouvoir par le CNRD, Moussa Philan Traoré fait part de sa surprise et dit réserver le droit de porter plainte contre le ou les auteurs de ces manœuvres visant à le traîner dans la boue.



Dans sa sortie médiatique, l'ancien gouverneur de Faranah soutient dur comme fer qu'il n'est pas du tout associé à ces images qui laisseraient penser qu'il a rejoint, armes et bagages, le camp des tombeurs d'Alpha Condé. « Je suis tombé des nues en voyant cette image, ce montage grotesque. Depuis que je suis né, je n'ai jamais autant été touché comme maintenant. Depuis toujours, les gens ont monté des cabales contre ma personne, mais cette fois-ci, j'en suis dépassé, blessé dans ma chair. Je ne suis ni de près ni de loin, associé à cette image. Et pour preuve, dès lundi matin je vais porter plainte auprès de la justice, pour rechercher ce faussaire. Quelle que soit la raison, je veux savoir pourquoi choisir ma personne pour l'associer à cette image. (...).

Comme l'a indiqué le nouveau président, la justice doit être la boussole de tout citoyen. Alors je me tourne vers cette justice pour me rétablir dans mes droits. Pour preuve, je n'ai pas de téléphone digital. J'ai été informé par mes relations. Je suis meurtri et déçu par le fait qu'on m'ait m'associé à cette image. Baraka Moussa Philan Traoré est un homme de scrupule, je suis également cousin au colonel Mamady Doumbouya, mais ce n'est pas parce qu'il est devenu président que je vais ériger maison chez lui », s'est défendu Moussa Philan Traoré. Reste à savoir maintenant si cela suffira à convaincre tous les observateurs de la scène politique guinéenne de ces dernières années.

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Massacre du 28 septembre

Les victimes se prennent à espérer, après la chute d'Alpha Condé

Avec l'avènement du CNRD au pouvoir après son coup d'Etat réussi contre le régime Condé, les victimes du 28 septembre 2009 se prennent à espérer afin qu'elles soient rétablies dans leurs droits.

Le 28 septembre 2009, sous la transition CNDD, l'on s'en souvient, une manifestation des Forces vives opposées à une éventuelle candidature du capitaine Moussa Dadis Camara à la présidentielle a été réprimée dans le sang dans le plus grand stade de Conakry. Selon l'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme, il y aurait eu plus de 150 morts et des dizaines de femmes violées. Après bientôt 12 ans, les victimes de ces tragiques événements attendent toujours que justice leur soit rendue. Avec l'avènement du CNRD au pouvoir après son coup d'Etat réussi contre le régime Condé, elles se prennent à espérer afin qu'elles soient rétablies dans leurs droits. Interrogée dimanche 12 septembre par nos confrères de Mosaïqueguinee.com, la présidente de l'Association des victimes, parents et amis des massacres du 28 septembre 2009 a souhaité que leur dossier judiciaire soit le premier sur la table du CNRD. « Nous attendons beaucoup du CNRD.



Vous savez, le massacre du 28 septembre 2009, c'était à une période de transition. Et les militaires ont repris le pouvoir encore, nous espérons que cette fois-ci, on va avoir une justice équitable. Nous attendons vraiment à ce que la junte nous aide à ouvrir ce procès aussi vite que possible. Cela pourra nous aider à supporter et protéger les victimes. Nous attendons vraiment à être la première sur la liste des acquis. Déjà dans un de ses discours, le colonel

Mamady Doumbouya a parlé de la justice qu'il va mettre en avant. Nous espérons que notre dossier sera le premier sur la table judiciaire. Les victimes demandent également que tous ceux qui sont impliqués dans ce procès (Dadis, Sékouba Konaté...) soient à Conakry lors de l'ouverture du procès tant attendu », lance Asmaou Diallo. Son appel sera-t-il entendu ? Attendons de voir...

Kéfina Diakité

Tiken Jah Fakoly, artiste ivoirien

« Il faut qu'Alpha Condé soit jugé »

Dans l'émission "Mirador" de FIM FM du jeudi 9 septembre, le célèbre reggae-man ivoirien, Tiken Jah Fakoly, n'y est pas allé avec le dos de la cuiller pour demander à ce qu'Alpha Condé soit jugé afin que son cas serve d'exemple.

« Je pense que Alpha Condé, il faut qu'il soit jugé. Il faut qu'il vienne expliquer comment tous ces manifestants ont été tués parce que la conscience humaine a besoin d'exemples. Si on ne corrige pas les erreurs, on va toujours continuer à faire des erreurs. Alpha Condé doit répondre des actes, de tous ceux qui ont été tués pendant son règne parce qu'il a manifesté quand il était opposant...Quand j'étais en Guinée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2010 pour un concert de paix, nous avons rencontré les opposants. Notre objectif était d'organiser un concert pour que les Guinéens puissent voir les deux leaders Alpha Condé et Cellou Dalein Diallo sur scène pour qu'ils disent qu'ils sont des frères au-delà de la politique. Cellou Dalein était d'accord à aller sur scène et quand nous avons rencontré Alpha Condé pour la 2ème fois, il a dit qu'il ne pouvait pas venir sur scène parce qu'il y a certains de ses militants qui ont été tués. Il a dit



qu'il ne pouvait pas aller sur scène donner la main à Cellou Dalein Diallo alors qu'on vient d'assassiner un de ses militants », a martelé le reggae-man ivoirien Tiken Jah Fakoly. Et faisant allusion au président déchu, il dira ceci : « Quand ce monsieur arrive au pouvoir et

qu'on parle de plus de 100 morts pendant les manifestations, je pense que c'est un problème. Il faut qu'on montre l'exemple sinon, celui qui viendra après Alpha Condé, il fera la même chose »

Kéfina Diakité

Coup d'Etat en Guinée

Les Etats-Unis s'alignent sur la position de la Cedeao

La semaine dernière, la CEDEAO a suspendu la Guinée de ses instances suite au coup d'Etat qui a renversé le régime d'Alpha Condé. Les Etats-Unis d'Amérique, à travers leur ambassade à Conakry, s'alignent sur cette position de l'organisation sous-régionale et demandent la libération immédiate du président Alpha Condé.



« Les États-Unis appellent la Guinée à rétablir immédiatement la démocratie et à respecter l'état de droit. Nous saluons l'appel lancé le 8 septembre par l'Autorité des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en faveur du retour immédiat à l'ordre constitutionnel

et soutenons sa décision de suspendre la Guinée de l'organisation jusqu'à ce que la démocratie et l'ordre constitutionnel soient rétablis. En outre, les États-Unis soutiennent la détermination de la CEDEAO à envoyer immédiatement une mission de haut niveau en Guinée.

Les États-Unis partagent la

profonde inquiétude de la CEDEAO concernant les développements politiques en Guinée suite à la prise de pouvoir militaire du 5 septembre et les conséquences potentielles de ces développements sur la paix et la stabilité régionales. Les États-Unis se joignent à l'appel pour la sécurité et la libération immédiate du président Alpha Condé.

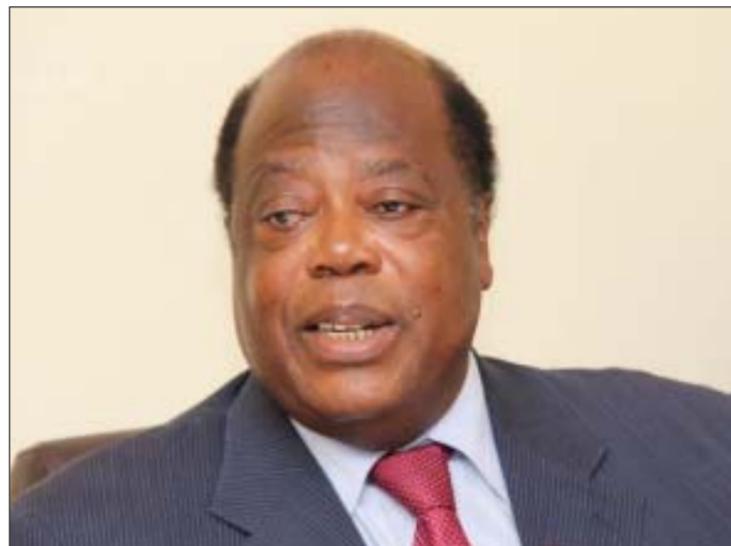
Les États-Unis exhortent les autorités militaires à continuer de respecter leur responsabilité en matière de protection des citoyens et des biens américains en Guinée », peut-on lire dans la **déclaration de l'Ambassade des États-Unis en soutien à la CEDEAO.**

A noter que les nouvelles autorités du pays ont pris l'initiative d'organiser des concertations aussi bien avec les structures nationales qu'avec les représentations diplomatiques pour rassurer les uns et les autres.

Tidiane Diallo

Côte d'Ivoire

Décès de l'ex-Premier ministre Charles Konan Banny



L'ancien Premier ministre Charles Konan Banny est décédé en France, a-t-on appris, ce vendredi 10 septembre 2021, auprès de plusieurs sources concordantes.

Charles Konan Banny avait été évacué à Paris depuis quelques jours pour raisons sanitaires ; il était atteint de Covid-19.

M. Banny était un acteur clé de la politique ivoirienne. À la suite de la crise ivoirienne déclenchée en 2002, il est nommé Premier ministre de Côte d'Ivoire le 4 décembre 2005 pour conduire le processus de sortie de crise. Il

demeurera à ce poste jusqu'au 29 mars 2007.

En septembre 2011, il est désigné à la tête de la « Commission pour le dialogue, la vérité et la réconciliation » en Côte d'Ivoire qu'il conduira jusqu'à qu'en décembre 2014.

M. Banny, qui décède à l'âge de 78 ans, a également dirigé en tant que gouverneur la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de 1994 à 2005 avant sa nomination à la Primature ivoirienne.

Abidjan.net

Fibrose pulmonaire idiopathique

Symptômes, diagnostic et traitement

Maladie rare de cause inconnue, la fibrose pulmonaire idiopathique provoque une insuffisance respiratoire dont l'impact sur la qualité et l'espérance de vie est important. De plus, cette pathologie est très difficile à traiter efficacement. Doctissimo fait le point sur une pathologie méconnue.

Sommaire

1. Qu'est-ce que la fibrose pulmonaire idiopathique ?
2. Les symptômes de la fibrose pulmonaire idiopathique
3. Causes de la fibrose pulmonaire idiopathique
4. Diagnostic
5. Un traitement symptomatique et souvent peu efficace
6. Un premier médicament contre la FPI
- 6 | Un premier médicament contre la FPI

Qu'est-ce que la fibrose pulmonaire idiopathique ?

La fibrose pulmonaire idiopathique (FPI) est une maladie rare. Elle se caractérise par une altération des poumons qui se rigidifient (fibrose) et ne peuvent plus correctement assurer la respiration¹. Les poumons perdent leur élasticité, se mettent à fabriquer trop de

collagène qui s'accumulent dans les alvéoles, rendant les poumons plus épais et gênant les échanges gazeux. Des kystes peuvent aussi se former. Résultat : le poumon est épais et parsemé de trous. Cette maladie surnommée FPI touche environ 1 homme sur 5000 et 1 femme sur 7700. Elle débute le plus souvent entre 60 et 70 ans (rarement avant 50 ans) et concerne un minimum de 9000 personnes touchées et 4400 nouveaux cas chaque année.

Les symptômes de la fibrose pulmonaire idiopathique

Il est difficile au début d'une fibrose pulmonaire idiopathique d'identifier les premiers symptômes permettant rapidement d'identifier la maladie. Les symptômes sont assez communs dans un premier temps et se manifestent par :

- Un essoufflement

progressif;

- Une toux sèche ;
- Une perte d'appétit ;
- Une perte de poids ;
- De la fatigue importante ;
- Une coloration bleuâtre des lèvres et du bout des doigts (cyanose) causée par une oxygénation insuffisante du sang

Ce contenu vous est proposé par Boehringer Ingelheim
Plus d'infos sur la Fibrose Pulmonaire Idiopathique

Causes de la fibrose pulmonaire idiopathique

Le terme « idiopathique » signifie que la cause de cette maladie est inconnue. La fibrose pulmonaire idiopathique est plus fréquente chez les fumeurs ou anciens fumeurs. Plusieurs causes et contextes doivent être recherchés, car ils correspondent à d'autres maladies qui ressemblent à la fibrose idiopathique (le groupe des « pneumopathies interstitielles diffuses ») :

Les causes environnementales et professionnelles.

L'inhalation de poussières de charbon cause des maladies appelées pneumoconioses qui ont presque disparu en France depuis que les mines sont fermées. Cependant, c'est une maladie que l'on rencontre parfois chez les prothésistes dentaires qui inhalent de fines particules, ou encore chez les ouvriers des usines où l'on sable les jeans pour les vieillir. Des maladies voisines se rencontrent chez les fermiers, chez les personnes qui ont des oiseaux à domicile, chez les laveurs de fromages, les champignonnistes...

Les causes infectieuses et inflammatoires : à la suite d'une infection virale, d'une tuberculose, dans certains cas de polyarthrite rhumatoïde.

Les causes médicamenteuses : certains médicaments sont à l'origine de maladies qui

ressemblent à la fibrose pulmonaire idiopathique, comme la cordarone (traitement d'affections cardiaques), certains traitements antibiotiques (furadantine donnée pour les infections urinaires) ou encore presque tous les traitements de la polyarthrite rhumatoïde.

D'autres maladies moins graves, comme la sarcoïdose.

Diagnostic

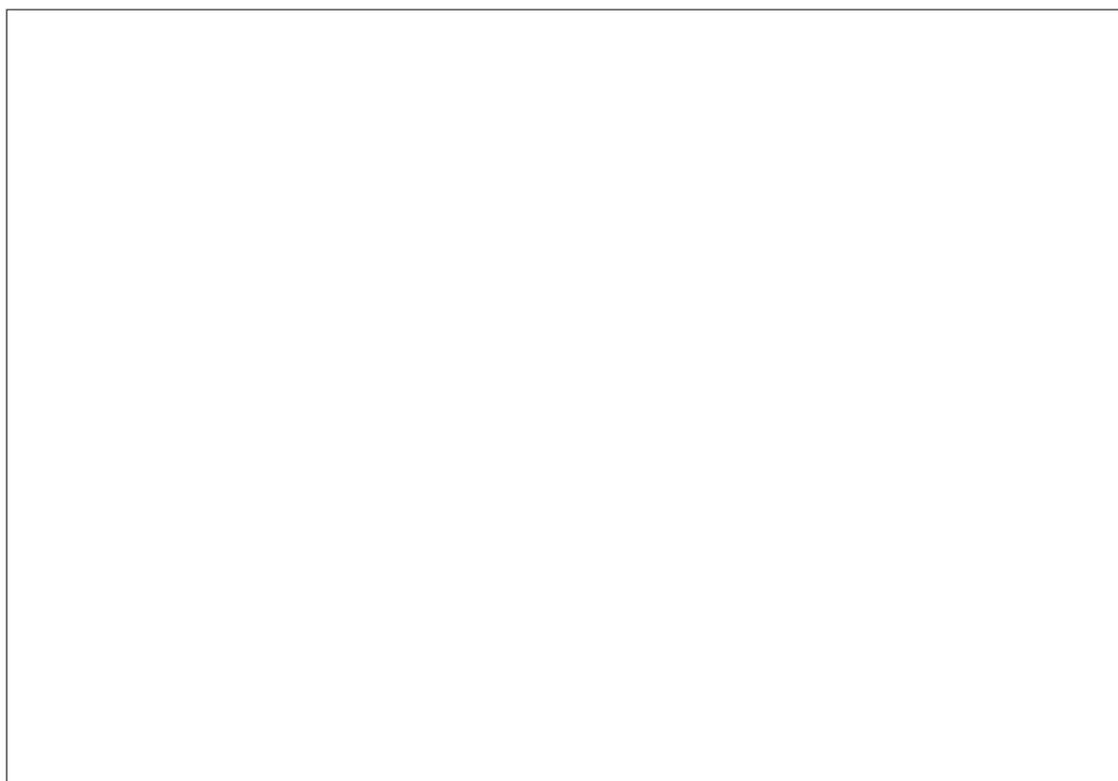
Le médecin généraliste possède quelques clés pour diagnostiquer la maladie, notamment lorsqu'il entend en auscultant les poumons « crépiter ». Cependant, il n'est pas évident qu'il pose le bon diagnostic dès le premier rendez-vous. Il aura souvent le bon réflexe et vous enverra chez le pneumologue ou dans un centre régional spécialisé.

Dr Jesus Cardenas Allergologue

Présidentielle française 2022

La maire de Paris Anne Hidalgo officialise sa candidature

La maire de Paris, la socialiste Anne Hidalgo, a officialisé ce dimanche 12 septembre sa candidature à la présidentielle française de 2022. Elle vient s'ajouter à la liste des prétendants d'une gauche divisée.



« J'ai décidé d'être candidate à la présidence de la République française », a déclaré Anne Hidalgo, 62 ans, devant ses partisans à Rouen. Selon les sondages actuels, l'élue est créditée de 7 à 9% des intentions

de vote au premier tour. Un résultat qui serait largement insuffisant pour se qualifier au second tour.

Celle qui affirmait il y a un an n'avoir aucune ambition

présidentielle s'est lancée, notamment sous la pression de son parti où elle est une figure en tant que dirigeante de la première ville de France, bastion socialiste depuis vingt ans.

Anne Hidalgo a dit être « candidate pour offrir un avenir à nos enfants, à tous nos enfants », face à une « France de la fraternité qui se divise ».

Rétablir l'unité du pays

« Le quinquennat qui s'achève, devait unir les Français, il les a divisés comme jamais. Il devait régler des problèmes sociaux, il les a aggravés. Il devait protéger notre planète, il a tourné le dos à l'écologie », a tancé la candidate socialiste dans une attaque contre le bilan d'Emmanuel Macron.

« Nous devons réinventer notre modèle français fragilisé par ces crises multiples », sanitaires, climatiques, a déclaré la candidate, affirmant vouloir rétablir « le respect » et l'unité du pays.

Le nom d'Anne Hidalgo vient donc s'ajouter à la longue liste des candidats qui veulent incarner la gauche, dans un paysage politique français marqué ces dernières années par la progression de l'extrême-droite de Marine Le Pen et l'émergence d'Emmanuel Macron au centre.

Une candidate aux origines modestes

Malgré une image clivante, Anne Hidalgo met en avant ses origines modestes et sa gestion municipale pour se placer dans la course à la présidentielle française d'avril.

« Je suis née en Espagne d'un papa électricien et d'une maman couturière », rappelle cette native de San Fernando à la pointe sud la péninsule ibérique. Arrivée en France, à Lyon, à l'âge de deux ans, Ana devient Anne et obtient la nationalité française à 14 ans.

« Je ne fais pas partie des gens nés dans le milieu du pouvoir », mais « j'ai eu la chance de bénéficier de cette promesse républicaine », « cette égalité réelle à travers l'école », explique-t-elle.

Dans un pays centralisé comme la France où les Parisiens sont souvent caricaturés comme riches, arrogants ou méprisants envers la province, elle aime se présenter comme populaire. « Je suis l'émanation du peuple de Paris » et « non une incarnation de l'élite parisienne », « montée » de Lyon à Paris « pour le boulot, comme beaucoup de Parisiens ».

Élue de Paris depuis 2001, elle est devenue maire en 2014 et a été largement réélue en 2020,

portée par une plateforme de gauche. Même si elle ne les a pas directement gérées, elle a été aux premières loges pendant les épreuves qui ont frappé Paris, comme les attentats de 2015, l'incendie de Notre-Dame ou les manifestations des « gilets jaunes ».

La transition écologique au cœur de sa campagne

Interdiction des voitures diesel d'ici 2024, piétonisation d'une partie des quais de Seine, multiplication des pistes cyclables, limitation de la vitesse à 30 km/h. Anne Hidalgo a peu à peu fait de son engagement « vert » sa marque de fabrique.

Appelant du dépassement des « divisions stériles », vantant son « expérience », sa « vision », Anne Hidalgo entend placer le thème de la transition écologique au cœur de sa campagne, après avoir mené depuis 2014 à Paris une politique visant à réduire la pollution automobile.

« Nous devons réussir la transition écologique », a-t-elle lancé, promettant un « plan sur 5 ans pour décarboner notre économie », mais aussi des négociations pour augmenter les salaires, plus de décentralisation, entre autres.

« On m'a caricaturée en « antibagnole », alors que je suis antipollution », écrit-elle dans son livre *Une femme française*, à paraître mercredi 15 septembre, alors que la circulation est devenue difficile dans Paris.

Mais elle est aussi critiquée sur la multiplication anarchique des vélos et trottinettes, sa politique de travaux publics, la saleté des rues, la prolifération des rats ou la hausse de la délinquance.

C'est « une force tranquille »

Les soutiens d'Anne Hidalgo défendent « son écoute » et sa « capacité à rassembler ».

Elle « a une capacité à comprendre les difficultés des Français », analyse le premier secrétaire du PS Olivier Faure. C'est « une force tranquille », dit-il, reprenant le fameux slogan de François Mitterrand, grande figure tutélaire du Parti socialiste, lors de sa première campagne présidentielle victorieuse en 1981.

Ses partisans saluent aussi la « stature internationale » de celle qui a géré pendant quatre ans le réseau des plus grandes villes du monde et qui a obtenu l'attribution des Jeux olympiques d'été à Paris en 2024.

RFI



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Pourquoi le site www.kefinafasso.com

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, d é n o m m é www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays. «Kefinafasso» se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action

politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale. L'administration et la rédaction du site «kefinafasso» se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte, de traitement et de publication des informations. La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui déblaie le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les

médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site «kefinafasso» ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction

Lisez le journal

Votre site indépendant d'information tous azimuts.